

En Allemagne, comme ailleurs, l'hostilité aux immigrés croît sans cesse. Une tendance que le discrédit de la classe politique n'aide pas à combattre

L'Europe malade de la xénophobie

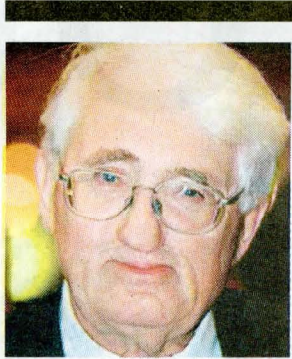
Depuis la fin du mois d'août, l'Allemagne a été en proie à des accès d'agitation et de confusion politique autour des questions de l'intégration, du multiculturalisme et de la culture « nationale » comme « culture de référence » (*Leitkultur*), provoquant des débats qui ont eu pour corollaire d'aggraver, au sein du grand public, les tendances xénophobes.

Ces tendances ne sont pas nouvelles; études et sondages font apparaître depuis longtemps une hostilité aux immigrés, croissante mais silencieuse. Or, tout se passe comme si elles venaient, tout à coup, de se trouver une voix. Les stéréotypes habituels ont brusquement quitté le comptoir des bistrotiers pour prendre d'assaut les talk-shows et investir le discours des hommes ou des femmes politiques les plus en vue, pressés de séduire un électoral potentiel tenté par la dérive droitière. Deux événements ont conduit à ce chassé-croisé des émotions, qu'on est bien en peine encore de situer sur l'éventail politique – un livre écrit par Thilo Sarrazin, membre du Parti social-démocrate (SPD) et du directoire de la Banque centrale allemande, et un discours prononcé par le nouveau président fédéral d'Allemagne, Christian Wulff (Union chrétienne-démocrate, CDU).

Tout a commencé avec la publication dans la presse des « bonnes feuilles » les plus provocantes de *Deutschland schafft sich ab* – « L'Allemagne court à sa perte » –, ouvrage où on lit que l'avenir de ce pays est menacé par la « mauvaise » immigration, celle issue des pays musulmans. Thilo Sarrazin avance des propositions de politique démographique ciblant la population musulmane d'Allemagne. A partir de recherches portant sur l'intelligence, il discrimine cette minorité en recourant à des conclusions biologiques fausses, qui néanmoins ont trouvé là une publicité d'une ampleur inhabituelle.

Si le personnel politique en place s'est spontanément opposé à ces thèses, celles-ci ont remporté un succès populaire. Un sondage révéla ainsi que plus d'un tiers des Allemands souscrivait au diagnostic de Thilo Sarrazin selon lequel l'Allemagne devenait, « dans la moyenne, de plus en plus bête » du fait de l'immigration en provenance des pays musulmans.

Les réponses en demi-teinte de la poignée de psychologues consultés par la presse laissant l'impression que, après tout, il pourrait bien y avoir quelque chose sous ces allégations, on assista alors du côté des médias et des politiques à un progressif changement d'humeur à l'endroit de Thilo



Jürgen Habermas

Philosophe

Né en 1929, il a dirigé l'Institut de recherche sociale à Francfort-sur-le-Main (Allemagne) en prenant la suite de Theodor Adorno jusqu'en 2001. Théoricien du « patriotisme constitutionnel » – l'attachement à la démocratie au-delà de la nation –, il intervient régulièrement dans la presse. (PHOTO: AFP)

classes moyennes cultivées, qui refusaient ce qu'il entendait les objections aux arguments de Thilo Sarrazin.

Le second événement médiatique qui mit l'Allemagne sens dessus dessous fut la réaction au discours prononcé par le président fédéral nouvellement élu, Christian Wulff, à l'occasion des vingt ans de l'unification allemande. Dans son allocution du 3 octobre 2010, Christian Wulff avait pris la liberté de réaffirmer une idée somme toute banale, déjà défendue par ses prédécesseurs, à savoir qu'à l'instar du christianisme et du judaïsme, « l'islam faisait également partie de l'Allemagne ».

Ce discours lui a valu une ovation au Parlement de la part de l'ensemble des notabilités politiques qui y étaient réunies. Mais, le lendemain, la presse conservatrice tira à boulets rouges sur le thème de la place de l'islam en Allemagne dans les propos présidentiels. Comme le montre ce qui s'est passé avec Thilo Sarrazin et avec Christian Wulff, ce qui constitue une véritable source d'inquiétude, c'est que des politiciens peu scrupuleux soient en train de découvrir qu'ils peuvent distraire les angoisses de leurs électeurs en les incitant à l'agression ethnique contre des groupes sociaux plus défavorisés qu'eux-mêmes.

N'en doutons pas, la mauvaise habitude qui consiste à exciter les préjugés est un phénomène qui va bien au-delà de l'Allemagne. Au moins, nous n'en sommes pas encore, comme aux Pays-Bas, au point où

notre gouvernement devrait compter sur le soutien d'un populiste de droite comme Geert Wilders. A la différence de la Suisse, aucune mesure n'a encore été prise pour interdire la construction de minarets. Et lorsqu'on compare les données des enquêtes européennes sur l'hostilité envers les immigrés, on ne remarque pas à propos de l'Allemagne de résultats extrêmes.

Si l'on tient compte, cependant, de ce que l'histoire allemande a compté d'horreurs, on se dit que l'idée de développement social et politique n'a pas nécessairement, en Allemagne, le même sens que dans les autres pays. N'y aurait-il pas, dès lors, des raisons de craindre une possible reviviscence des mentalités « anciennes » ?

Tout dépend de ce que l'on entend par « ancien ». Ce à quoi nous assistons n'a sans doute pas grand-chose à voir avec les années 1930. Il est probable en revanche qu'est en train de se rejouer quelque chose des controverses du début des années 1990, quand l'arrivée de milliers de réfugiés de l'ex-Yougoslavie déclencha un débat sur les demandeurs d'asile, quand la CDU et son parti frère bavarois la CSU (Union chrétienne-sociale) affirmèrent avec force que « l'Allemagne n'était pas une terre d'immigration ». C'est alors que les foyers de réfugiés se mirent à flamber et que les sociaux-démocrates battirent en retraite en donnant leur accord à un compromis parlementaire misérable sur le droit d'asile.

Hier comme aujourd'hui, pour attiser la dispute, on jouait sur le sentiment que la culture nationale était en danger, et était tenue de s'affirmer comme la « culture de référence » à laquelle doit se plier tout nouvel arrivant. Dans les années 1990, cette controverse avait pour contexte la réunification toute fraîche et l'idée que l'Allemagne avait enfin, au terme d'un chemin pénible, acquis la mentalité capable de soutenir une lecture démocratique de la Constitution. Aujourd'hui, la thématique de « la culture de référence » ne repose plus que sur l'idée fautive selon laquelle l'Etat libéral devrait exiger plus de ses immigrés que l'apprentissage de la langue du pays et l'acceptation des principes constitutionnels. Il nous restait encore, au début des années 1990, à dépasser la conception selon laquelle les immigrés sont censés assimiler les « valeurs » de la culture majoritaire et adopter ses « coutumes » – apparemment, nous n'y sommes toujours pas parvenus.

« Les stéréotypes habituels ont brusquement quitté le comptoir des bistrotiers pour prendre d'assaut les talk-shows »

Que nous soyons confrontés à une rechute dans l'interprétation ethnique de notre Constitution démocratique n'est déjà pas une bonne nouvelle, mais que nous définissions désormais la « culture de référence » moins à partir de la culture allemande qu'à partir de la religion, voilà qui n'arrange rien. Les apologistes de la « culture de référence » invoquent une « tradition judéo-chrétienne » qui « nous » distinguerait des étrangers, avec, au passage une arrogante annexion du judaïsme faisant fi, avec un mépris incroyable, de ce que les juifs ont souffert en Allemagne.

Je ne sous-estime pas l'ampleur des sentiments nationalistes accumulés, ce qui

n'est d'ailleurs pas un phénomène limité à l'Allemagne; mais, à la lumière des événements actuels, il est une autre tendance qui me paraît tout aussi préoccupante: celle qui consiste à accorder sa préférence aux figures apolitiques qui évoluent sur la scène publique. Une tendance qui renvoie à une caractéristique problématique de la culture politique de ce pays: le rejet des partis et de la politique des partis.

Au cours de l'élection par le Parlement du président fédéral, cet été, Joachim Gauck, militant des droits civiques sans expérience politique et non inscrit, s'est trouvé être le candidat opposé à Christian Wulff, homme politique de carrière. Contre la majorité du collège électoral, Joachim Gauck, un pasteur protestant dont l'histoire tient avant tout à son opposition à l'ancien régime est-allemand, a gagné les cœurs d'une grande part de la population et a failli remporter l'élection.

C'est encore ce même attrait pour les figures charismatiques qui ne se mêlent pas aux querelles politiques que l'on peut déceler dans la déconcertante popularité dont jouit notre aristocratique ministre de la défense, Karl-Theodor zu Guttenberg. Sans faire valoir beaucoup plus que son arrière-plan familial et une judicieuse garde-robe, celui-ci est parvenu à éclipser la popularité d'Angela Merkel.

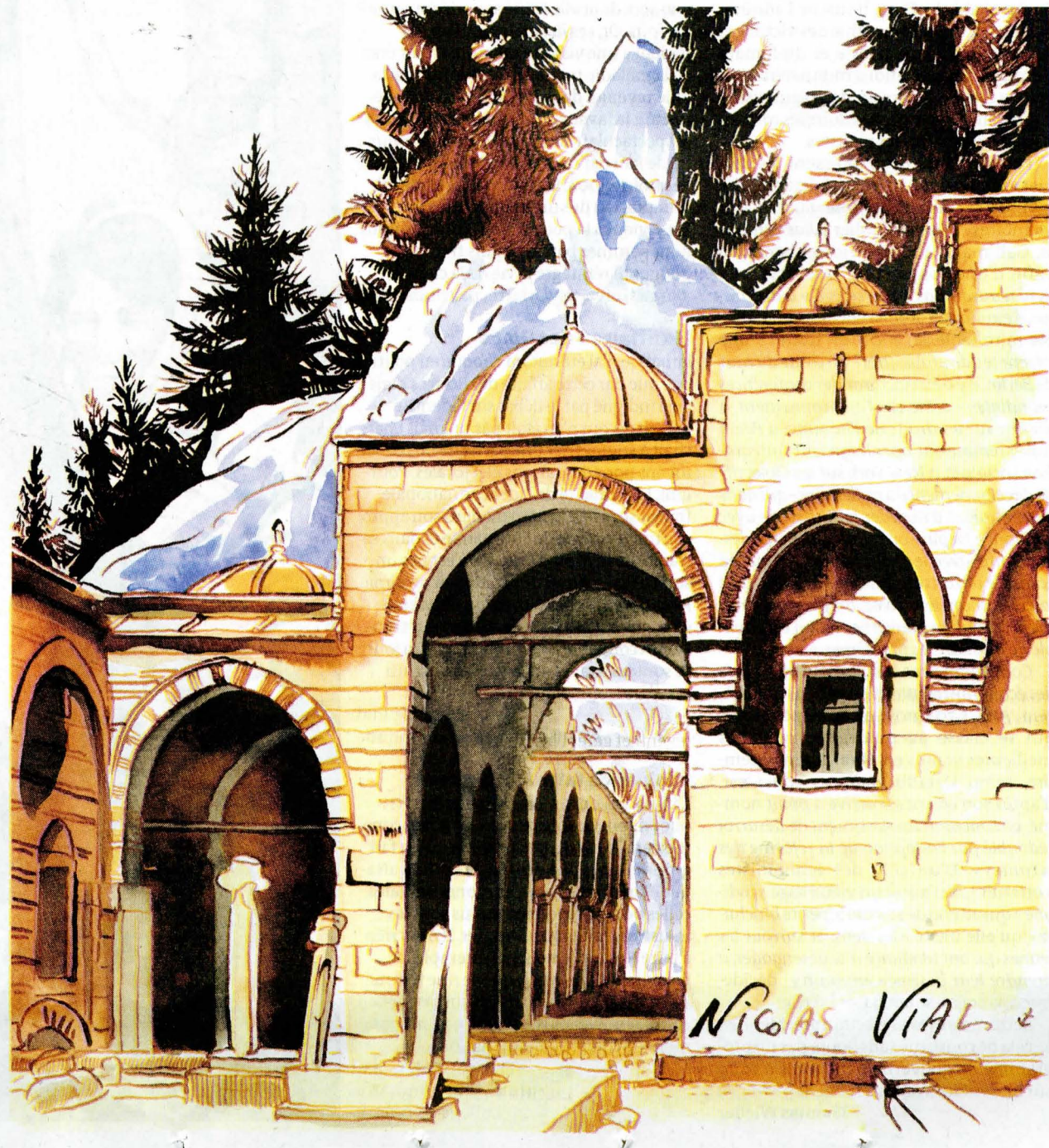
Plus préoccupantes encore sont ces manifestations dont nous avons été récemment les témoins à Stuttgart, qui ont vu des dizaines de milliers de personnes protester contre le projet de démolition de l'ancienne gare par les chemins de fer fédéraux (Bundesbahn). Ces manifestations, qui ont duré des mois, rappellent à certains égards le spontanéisme de l'opposition extraparlementaire des années 1960. A cette différence près, cependant, qu'aujourd'hui ce sont des gens de tous âges et de toutes conditions qui descendent dans la rue, et que leur objectif immédiat est conservateur: préserver un monde familial dans lequel la politique fait irruption comme le bras armé d'un supposé progrès économique.

Or, il est apparu que les autorités n'avaient pas fourni une information suffisante, de sorte que les citoyens n'avaient pas pu se forger une opinion convenablement informée pour donner leur choix. Pré-tendre aujourd'hui qu'ils n'ont plus leur mot à dire sur le cours des choses revient donc à se reposer sur une compréhension formelle de la démocratie. La question est alors la suivante: la participation aux procédures démocratiques n'a-t-elle pour signification fonctionnelle que de réduire au silence la minorité battue, ou bien est-elle sous-tendue par une signification délibérative qui intègre les arguments des citoyens au processus démocratique de formation de la volonté générale et de l'opinion ?

Les motivations qui sous-tendent chacun de ces trois phénomènes – la peur des immigrés, l'attrait pour des figures charismatiques apolitiques et la rébellion populaire de Stuttgart – sont différentes. Mais elles se rejoignent pour traduire par un effet cumulatif un malaise croissant face à un système politique replié sur lui-même et de plus en plus désemparé. Plus le champ d'action des gouvernements nationaux se rétrécit, plus la politique se soumet docilement à ce qui se présente comme des impératifs inévitables, économiques ou autres, et plus la confiance du peuple dans une classe politique résignée diminue.

Les Etats-Unis ont élu un président doté d'une vision et d'une lucidité politique, fût-il lui aussi pris d'assaut sur tous les fronts et en butte à des sentiments de plus en plus mêlés. Ce dont nous avons besoin en Europe, c'est d'une classe politique revitalisée, qui surmonte son propre défaitisme avec un peu plus de perspectives, de résolution et d'esprit de coopération. La démocratie dépend de la capacité du peuple à croire qu'une certaine marge de manœuvre existe qui nous permette de façonner l'avenir et d'affronter tous ses défis. ■

Traduit de l'anglais par Christian Bouchindhomme © « The New York Times » Syndicate



« Ce qui constitue une véritable source d'inquiétude, c'est que des politiciens peu scrupuleux soient en train de découvrir qu'ils peuvent distraire les angoisses de leurs électeurs en les incitant à l'agression ethnique »

Sarrazin. Il fallut plusieurs semaines avant que ne soit publiée dans un journal une réfutation en règle de l'usage pseudo-scientifique qu'il faisait des statistiques. L'auteur de cet article, Armin Nassehi, sociologue respecté, démontrait ainsi comment Thilo Sarrazin avait « naturalisé » l'interprétation des mesures de l'intelligence, selon des procédés qui avaient été scientifiquement discrédités il y a déjà plusieurs décennies, aux Etats-Unis notamment.

Mais cette introduction d'une objectivité dégrisée dans la polémique venait trop tard. Le poison distillé par Thilo Sarrazin, en renforçant l'hostilité culturelle aux immigrés par des arguments génétiques, semblait avoir pris racine dans les préjugés populaires. Lorsqu'Armin Nassehi et Thilo Sarrazin se présentèrent pour débattre à la Maison de la littérature de Munich, il se produisit comme un effet de meute au sein d'une assistance essentiellement issue des